



## **Pour gagner, il faut se mobiliser !**

Après les résultats aux élections européennes, le président de la République a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale provoquant une crise politique profonde. Après le deuxième tour des élections des députés, dans une scénarisation digne d'une mauvaise telenovela ou de l'île de la tentation le président a décidé de repousser pendant plus de soixante jours la nomination du 1<sup>er</sup> ministre. Ce délai était probablement nécessaire pour aboutir au résultat souhaité : alors que les électeurs avaient exprimé dans leur très grande majorité une volonté de changement, la continuité des choix politiques est actée par la désignation d'un homme politique qui a fait sa carrière politique résolument à droite et qui a été a été successivement ministre sous les gouvernements de Edouard Balladur, Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin et François Fillon...

Au-delà du mauvais vaudeville politicien qui se déroule sous nos yeux, et qui n'est pas terminé, puisqu'il faut encore désigner les ministres, la question de fond est celle de la politique qui sera menée et tout démontre qu'elle ne sera probablement pas plus favorable que la précédente aux travailleurs, que ce soit dans le privé ou l'administration. Au niveau de l'État, un gel budgétaire de fait est annoncé pour l'année 2025. Ceci s'ajoute aux 10 milliards de dépenses déjà annulées en 2024 et aux 17 milliards supplémentaires annoncés toujours pour cette année. Cette austérité budgétaire renouvelée vient gréver très fortement les budgets des ministères et empêcher les services de l'État de mettre en œuvre les politiques qu'ils portent en matière notamment de santé, d'éducation et de transition écologique.

Lors des élections législatives de juin et juillet, la demande d'une politique plus sociale a été massive, avec plus de services publics essentiels accessibles sur les territoires qu'ils soient ruraux ou urbains. Les inquiétudes sur le pouvoir d'achat, la capacité même à simplement pouvoir accéder au logement se sont largement exprimées aussi. Ces préoccupations touchent désormais une très grande partie de la population qui voit son pouvoir d'achat décliner et a de plus en plus de mal à accéder aux services publics alors que ceux-ci désertent de plus en plus le territoire.

Cette paupérisation générale épargne une infime minorité de très riches qui voit ses revenus augmenter dans des proportions considérables : Le poids des 500 plus grandes fortunes professionnelles françaises a pratiquement décuplé en 20 ans. Elles représentaient 124 milliards d'euros en 2003 et atteignent un montant total de 1 170 milliards d'euros en 2023, selon le magazine Challenges. La fortune de Bernard Arnaud, première de France, représente à elle seule l'équivalent de la valeur cumulée de tous les logements des deux villes de Marseille et Nantes. Dans le même temps, rien que sur la Métropole de Lyon, il y a plus de 40 000 allocataires du RSA ! Ceci

représente l'équivalent de la population de la commune de Caluire-et-Cuire... Pourtant la Métropole de Lyon est réputée être une des plus riches de France avec un revenu moyen des ménages nettement au-dessus de la moyenne nationale.

Cet accroissement rapide des inégalités est très nettement favorisé à une politique fiscale qui exonère les plus riches des plus riches de leur participation. Or ce sont ces exonérations qui privent les services publics des moyens financiers nécessaires à leur fonctionnement et donc au final de leur capacité à agir. Pire, lorsque l'État dépense, le financement des services publics est loin d'en représenter la plus grande part, au contraire. Les dépenses se concentrent de plus en plus sur des subventions à fonds perdus, sans contrepartie, sans contrôle, qu'il s'agisse du crédit d'impôt recherche, du CICE, des dégrèvements de cotisations sociales patronales sur les salaires, des aides diverses à l'industrie, l'économie, l'emploi. Toutes ces mesures dont l'efficacité n'est pas pas mesurée et sur lesquelles la Cours des comptes, elle-même, exprime des doutes. Même les subventions dites écologiques sont un puits sans fond peu efficace avec, au fil des incessantes modifications de règles d'attribution des effets d'aubaines tantôt pour les fabricants de fenêtres, de chaudières, de pompes à chaleur, de panneaux photovoltaïques... quand il ne s'agit pas de subventionner la « décarbonation » d'une entreprise qui parfois fermera quelques mois ou années plus tard. Toutes ces subventions se chiffrent en dizaines de milliards d'euros annuellement et sont financées au détriment des services publics. Pire, lorsque l'État annule des dépenses, bref, « fait des économies », les services publics sont proportionnellement bien plus ponctionnés que les budgets réservés à ces subventions.

Au-delà de la nomination d'un gouvernement, c'est donc bien la question de la politique qui sera réellement menée qui sera la plus importante. Si nous voulons collectivement de meilleurs services publics, que nos services aient les moyens humains et financiers d'assurer leurs missions, avoir une juste rémunération, une couverture santé et prévoyance à un coût raisonnable, pouvoir bénéficier d'une retraite plutôt que de quitter les services les pieds devant... ce sera à nous de nous battre pour mettre la pression au futur gouvernement !

**La CGT vous souhaite à tous une bonne rentrée.**



**Soutenez la CGT, rejoignez la !**

(\* déductible pour 66% du montant de votre impôt)



-----  
Si vous souhaitez nous rejoindre et participer à la vie du corps et agir plus largement sur tout ce qui vous concerne :

Nom : ..... Prénom : .....

Service : .....

Adresse : .....

..... Signature

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT

Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT